

Résistances et luttes contre l'austérité en Europe

Table ronde, Paris, 24 octobre 2010. Participants :

Elisabeth Gauthier, Espaces Marx/Transform!, France ; Alessandra Mecozzi, secrétaire internationale FIOM-CGIL, Italie ; Peter Damo, Forum social roumain ; Mirek Prokes, Forum social tchèque ; Yannis Almpanis, Réseau pour les droits politiques et sociaux, Grèce ; Jean-Michel Joubier, CGT, responsable européen/international, France ; Christian Pilichowski, FTM-CGT, responsable international ; Willy van Ooyen, Friedens-und Zukunftswerkstatt, Allemagne

Elisabeth Gauthier : La seconde moitié de l'année 2010 est marquée par des mouvements de résistance contre l'austérité en Europe. Que pouvez-vous dire sur la situation sociale dans votre pays ? Qu'y a-t-il de nouveau dans les mouvements actuels ? Quelle est la base sociale de ces mouvements ? Quel est le contenu des luttes, en quoi est-il nouveau ? Quelles sont les questions principalement abordées ?

Willy van Ooyen : En Allemagne, les actions portent principalement sur le budget fédéral car le gouvernement veut réduire les dépenses sociales. Ces actions se construisent avec les syndicats. Après le 29 septembre, d'autres actions sont nécessaires au niveau national ; nous en aurons à Stuttgart, Nuremberg, Hanovre, etc. Le 26 novembre aura lieu à Berlin une journée de manifestations contre le budget antisocial.

Alessandra Mecozzi : La situation politique et sociale en Italie est extrêmement difficile. Il y a à cela des raisons générales : la violence des conséquences de la crise sur l'emploi et les conditions sociales, l'utilisation de la crise par les employeurs pour réduire les droits ainsi que l'absence de réponses politiques gouvernementales adéquates. Bien au contraire, celles-ci visent à sortir de la crise au moyen de sévères coupes sociales. Mais il y a aussi des raisons spéci-

fiques, une particularité italienne ! C'est la « réponse » de deux des principales confédérations syndicales à la crise : elles ont décidé de signer des accords séparés (sans la CGIL et la FIOM) permettant de déroger aux conventions nationales, acceptant une aggravation des conditions de travail en cas de crise des entreprises ou des investissements. C'est une rupture du contrat collectif national et du système de négociation collective. Ces accords ont été signés sans consultation ni vote des salariés. Aujourd'hui, ce qui est nouveau en Italie c'est la mobilisation avec une alliance forte entre syndicats—ceux qui n'ont pas signé les accords—et mouvements sociaux. Le syndicat des travailleurs de la métallurgie (FIOM-CGIL) a rejeté le chantage de Fiat qui voulait réduire les droits des travailleurs au profit de nouveaux investissements en Italie, alors que d'autres syndicats l'ont accepté, soutenant ainsi le projet Confindustria de démantèlement du système de négociation collective.

Cela a marqué le début d'un nouveau mouvement de résistance, avec des grèves chez Fiat et dans d'autres usines et le soutien de mouvements très divers, notamment ceux qui agissent pour la démocratie et les droits civils. Une énorme manifestation a été organisée le 16 octobre, par la FIOM, soutenue par la CGIL, avec le slogan percutant : « le travail comme bien commun ». Des travailleurs de différents secteurs, des travailleurs précaires, des étudiants y ont participé. Et ce qui est également nouveau, c'est qu'une alliance débute avec d'autres mouvements altermondialistes, comme les écologistes, qui préparent la Conférence des parties à Cancún, puisque nous devons réfléchir aussi à la façon de changer le modèle actuel de développement économique qui a échoué. Nous devons préparer une sortie de crise avec de bonnes alternatives, avec une nouvelle politique industrielle, en ayant également pour objectif certaines reconversions industrielles.

Peter Damo : Le contexte roumain est celui des politiques néolibérales contre les services publics, contre la société, avec la baisse des salaires et des retraites, le démantèlement des systèmes d'éducation et de santé. Cela veut dire que la société, qui n'est pas responsable de la crise, doit payer pour la crise.

C'est une menace pour les valeurs et les principes démocratiques fondamentaux de l'Union européenne. Notre constitution n'est pas respectée. La situation est extrêmement difficile.

Les réponses des syndicats sont tardives ; elles ne résultent pas d'une stratégie élaborée mais viennent en réaction aux propositions du gouvernement. Ce n'est pas la meilleure façon de réagir.

Toutefois, nous avons organisé à Bucarest en septembre une conférence sociale conjointe, avec les syndicats et la société civile. Il s'agissait d'une première étape ; nous avons essayé de suivre le modèle de Bruxelles et d'en faire un nouveau processus, mais adapté au contexte et aux réalités roumaines. L'objectif n'est pas de se substituer aux syndicats, mais le problème est qu'il

n'existe pas de culture de contestation dans notre pays, qu'il n'y a guère de culture politique au sens démocratique. Il y a, évidemment, des explications historiques à cela; c'est pourquoi les réactions ne viennent qu'après les premières mesures gouvernementales.

Il y aura une manifestation importante organisée par les confédérations syndicales à Bucarest le 27 octobre, devant le Parlement, car on en a vraiment besoin. Nous avons lancé un appel à la société civile et à la population et nous attendons au moins 100 000 participants. Le 27 octobre, une motion de censure sera présentée au Parlement, et il se peut que le gouvernement tombe. La manifestation sera une pression supplémentaire sur le gouvernement néolibéral. Nous ne savons pas si cela réussira, mais il faut le faire et nous le ferons¹.

Mirek Prokes: En République tchèque, la situation est semblable à celle de la Roumanie. Nous avons des politiques néolibérales depuis 2007, et aujourd'hui, avec la crise, la situation s'aggrave encore. Les gens ne votent plus. La crise a créé un grand nombre de chômeurs et de sans-abri. Le premier syndicat qui a appelé à manifester a été celui des policiers. Mais depuis septembre, les enseignants, les médecins, les fonctionnaires les ont rejoints. Leur salaire risque d'être réduit de 10%. Environ 40 000 personnes étaient dans les rues et ce fut la manifestation syndicale la plus importante depuis 1997. Mais nous devons aussi voir que les salariés du secteur privé et les travailleurs les plus précaires ne peuvent pas faire grève et protester. Il n'y a pas de culture de la contestation.

Jusqu'à présent, il n'y a aucun changement politique. Certains veulent une grève générale, mais les syndicats ne sont pas d'accord et veulent négocier avec le gouvernement.

Il y aura deux élections au cours des prochains mois, parlementaires et municipales; les sociaux-démocrates vont probablement l'emporter. Malheureusement, ils n'auront pas la majorité absolue et il continuera à y avoir une majorité de droite au Parlement ainsi que dans les grandes villes et au sein du gouvernement.

Le Parti communiste n'est pas considéré comme un partenaire par les sociaux-démocrates et les membres de la société civile de gauche. Il y a place pour un nouveau parti de gauche, avec des sociaux-démocrates, des communistes, des verts et des membres de la société civile. De nouvelles plates-formes civiques sont en cours d'élaboration pour les initiatives de protestation.

J'ajoute également un mot sur la Slovaquie: la situation y est encore pire. Il n'y a pas d'initiative civile de gauche comme il y en a en République tchèque. Au lieu de cela, dans les deux pays, le nationalisme et le racisme se développent, en tant que mécanisme du bouc émissaire.

Yannis Almpanis: La Grèce connaît une situation très violente et extrêmement difficile. Nous sommes confrontés à une régression sociale considérable liée à un processus de «dévaluation interne». Nous connaissons des licenciements massifs ; il y aura bientôt plus d'un million de chômeurs. Les emplois créés sont essentiellement précaires et flexibles. Nous assistons à une latino-américanisation du pays ; c'est une véritable catastrophe sociale. Vous pouvez la comparer à l'Argentine au moment de l'effondrement de 2001.

Nous avons perdu la première manche du mouvement de résistance au plan d'austérité. En novembre, il y aura des élections municipales et la gauche, à gauche de la social-démocratie, sera présente avec six listes différentes, toutes contre le néolibéralisme. Les partis au pouvoir ne cèdent sur rien ; ils vont très probablement perdre ces élections mais la gauche ne gagnera pas ².

Les actions du 29 septembre ont été particulièrement faibles en Grèce ; cela s'explique par la défaite de la première manche du mouvement de résistance.

Maintenant, notre tâche principale est de construire un véritable mouvement populaire contre les licenciements et pour la défense des chômeurs. La situation est très difficile, mais aussi très instable. On ne peut exclure une explosion de la situation d'ici quelques semaines ou quelques mois.

Jean-Michel Joubier: En France, un mouvement très important est en cours sur le projet de réforme du système de retraite. On nous affirme que le système ne peut pas être financé au-delà de 2018, et que le niveau des pensions devra obligatoirement être réduit, ainsi que les allocations de chômage. Aujourd'hui, plus de 50% des personnes de 60 ans ne sont plus sur le marché du travail.

En réalité, les agences de notation obligent nos gouvernements à imposer ces politiques, et la réforme des retraites ainsi que les politiques d'austérité sont coordonnées au niveau de l'Union européenne, avec le « Livre vert » sur les retraites et le nouvel agenda UE 2020.

Aujourd'hui, les deux chambres de nos parlements nationaux ont adopté la nouvelle loi mais la lutte va se poursuivre. Selon les derniers sondages, 63% de l'opinion publique soutient le mouvement. Les syndicats sont toujours unis, après six importantes journées de mobilisations. Cette semaine est une semaine de vacances scolaires mais il est prévu une autre journée de mobilisation le 28 octobre et une autre le 6 novembre ³.

Dans notre syndicat, la CGT, les débats sont particulièrement importants dans les services publics, mais on note aussi une multitude d'actions très variées dans des secteurs très divers des entreprises privées. C'est un véritable mouvement populaire contre la réforme des retraites, mais aussi pour de meilleurs salaires et contre les licenciements. Et nous constatons que, soudain, certaines entreprises annoncent la création de nouveaux emplois...

Le gouvernement a d'ores et déjà perdu la bataille de l'opinion, c'est très positif pour l'avenir.

Il y a longtemps que nous n'avions pas connu de mouvement comparable d'une telle puissance. Nous avons remporté un succès avec nos actions contre le CPE (contrats de travail distincts et précaires pour les jeunes) qui a été annulé. Cette fois, nous n'avons aucun succès formel, le gouvernement ne concède rien, mais l'action est beaucoup plus importante et profondément ancrée dans la société.

Des manifestations de solidarité viennent d'autres mouvements syndicaux, notamment le DGB en Allemagne qui connaît des problèmes de même nature, et de tous les pays qui connaissent des luttes similaires.

La réponse de la CES sur le « Livre vert » sur les retraites est excellente.

Ce qui est nouveau dans ce mouvement en France, c'est le fait que les jeunes y participent et c'est très important. Il y a une convergence réelle : les jeunes ont compris que plus les anciens restent sur le marché du travail, moins il y a d'emplois pour eux, et ils ont aussi compris que leurs pensions en souffriront plus tard. Ils sont donc doublement concernés : aujourd'hui et demain.

Christian Pilichowski : Ce qui est nouveau dans la situation française, c'est l'articulation et la continuité avec les luttes des trois dernières années. Nous nous battons pour nos droits et pour une véritable politique industrielle, et nous avons déjà enregistré déjà quelques avancées en sauvant certaines entreprises. Il y a eu une très longue grève de 505 jours dans un chantier naval ; on nous affirmait que la réparation des navires n'avait pas d'avenir en France, mais nous avons poursuivi la lutte et, aujourd'hui, l'entreprise fonctionne de nouveau. La même chose s'est produite avec SBFM en Bretagne, une filiale d'une société italienne qui a fait faillite.

Il y a également des luttes pour les salaires, et nous gagnons. Juste un exemple : la semaine dernière, une négociation a démarré dans une entreprise, et l'employeur a immédiatement promis le double de ce qu'il a proposé l'an dernier. Ce n'est qu'un exemple.

De fait, cette lutte contre la réforme des retraites est aussi une lutte pour les salaires et l'emploi, on peut clairement le constater dans les manifestations. Nous nous battons pour une sortie de la crise avec plus d'emplois et de meilleurs salaires. Le véritable élément nouveau dans cette lutte est l'articulation avec des luttes plus anciennes. Mais dans notre action pour une politique industrielle, nous sommes isolés, la dimension politique est inexistante et c'est là que réside la faiblesse du mouvement.

Elisabeth Gauthier : Mon impression est qu'il y a convergence réelle de ces diverses luttes dans les différents pays. La lutte prend des formes nouvelles. De nouvelles alliances se constituent et il y a une plus grande perception des inégalités et des injustices ainsi qu'une prise de conscience des acteurs sociaux. Dans ce cadre, le 29 septembre n'est qu'un moment de l'expression

de l'émergence de cette nouvelle combativité et de sa convergence au niveau européen.

En France, il y a une véritable résistance contre le président Sarkozy, et le rapport de force évolue, avec quelques succès. On peut en conclure que le rapport de force peut changer avec une forte mobilisation. Mais il nous faut également reconnaître que nos gouvernements s'obstinent, que les employeurs s'obstinent.

Une deuxième question à laquelle il nous faut répondre : pourquoi nos gouvernements refusent-ils avec tant d'opiniâtreté de concéder quoi que ce soit ? Ils courent un important risque politique. Et enfin, une dernière question, qu'attendez-vous de la gauche ?

Peter Damo : Le dénominateur commun de cette crise est la politique d'austérité. Les gouvernements ne reculent pas.

Un exemple : en Roumanie, un syndicaliste enseignant en était à son 56^e jour de grève de la faim. La réaction du ministre a été : même si vous êtes 22 millions, nous ne reculerons pas, nous ne renoncerons pas.

Ce n'est pas le fait du hasard. La confiance envers le gouvernement et le Président est passée de 50 à 11 %, et s'il y avait des élections le gouvernement les perdrait. L'ensemble du système est remis en cause, mais tant que le gouvernement est au pouvoir, il est au pouvoir. Et il ne cède sur rien ; s'il le faisait, il reconnaîtrait que le système a échoué et il devrait en payer le prix politique ; son capital politique serait perdu.

Il y a aussi convergence au niveau européen ; les gouvernements sont en contact les uns avec les autres et se soutiennent mutuellement.

En ce qui concerne les attentes et la gauche, elles sont fortes, mais il n'y a pas de gauche viable. La seule option est la social-démocratie ; elle se dit de gauche, mais elle n'est pas crédible et n'inspire absolument pas confiance. C'est une opportunité pour l'extrême droite. Les attentes sont fortes, mais c'est le vide politique à gauche.

Mirek Prokes : Le problème est le même dans tous les pays ; tous les gouvernements insistent sur la nécessité de leurs réformes. Ce qu'ils disent est : « Si nous ne réduisons pas les dépenses sociales et ne privatisons pas les biens communs, les agences de notation abaisseront la note du pays et les prêts deviendront plus coûteux pour nos entreprises. » C'est une abdication claire et un aveu que le gouvernement travaille pour les groupes financiers et non pour le peuple.

Nos attentes à l'égard de la gauche sont très faibles. Si les sociaux-démocrates parviennent au gouvernement, il y aura encore des réformes, des privatisations et des déréglementations. C'est comme si nous attendions un nouveau Messie.

Yannis Almpanis: Il est vrai que les politiques ne changent pas, mais le système n'est pas stable. Le moindre changement peut conduire à un effondrement total.

Si les Grecs déclarent qu'ils bloqueront vraiment le mémorandum (accord entre le gouvernement grec, l'UE et le FMI), le système bancaire européen dans son ensemble en sera ébranlé. Le mémorandum est tel que la dette grecque qui était essentiellement à l'égard des banques européennes est maintenant principalement envers les États européens et les contribuables européens.

Dans notre monde globalisé, tous les combats sont internationaux. Le mouvement français est un signe d'espoir pour le peuple grec. Sa lutte est notre lutte. Si Sarkozy concède quelque chose, ce sera important pour tous les autres pays. Mais bien sûr, les classes dirigeantes feront tout ce qu'elles peuvent pour éviter de casser la sainte alliance néolibérale.

La crise ne doit pas être seulement perçue comme une réalité objective ; les classes dirigeantes l'utilisent comme prétexte et comme occasion pour faire avancer leur agenda : faire de la flexibilité la forme dominante du travail, démanteler la protection sociale et les conventions collectives.

Quant à la gauche—je veux être modeste—, il faut juste en attendre quatre choses : 1. Que les ambitions personnelles des dirigeants de gauche deviennent moins importantes que les souffrances du peuple. 2. Que la gauche cesse de concevoir la politique comme représentation et participe plus activement à la construction de la résistance sociale. 3. Que la gauche cesse de concevoir son intervention politique seulement comme une intervention médiatique. 4. Que la gauche cesse de donner des réponses nationales fragmentées à la crise. Il n'y a pas de réponse grecque ou française à la crise—c'est jouer avec le feu.

Jean-Michel Joubier: Nous parlons de grève par procuration, ceux qui ont une protection sociale peuvent se permettre de faire grève alors que les autres ne le peuvent pas. Mais attention : les Français ne peuvent pas faire grève pour le reste de l'Europe. Je suis très heureux des messages de solidarité des syndicats d'autres pays, mais ce serait mieux s'il y avait également des actions et des mobilisations dans d'autres pays. C'est ce dont nous avons besoin : de luttes concrètes dans les différents pays ; c'est la meilleure façon de s'entraider.

Il est également important de noter que si les mouvements en France ont encore 63% de soutien dans l'opinion publique, cela va bien au-delà du clivage droite/gauche ; cela signifie que ces luttes répondent aux véritables besoins sociaux.

Ce que les syndicats attendent des partis politiques c'est un réel soutien politique.

Sur le plan personnel, je tiens à dire que je pense que la gauche, au pluriel, est dans une crise grave ; tous les partis de gauche en Europe sont en crise, et c'est un réel problème. Avec qui pouvons-nous travailler en France ?

Certains pays en Europe ont des gouvernements de gauche, mais ce n'est pas la garantie d'une meilleure politique.

Alessandra Mecozzi: La raison pour laquelle les gouvernements ne cèdent sur rien est que le projet d'austérité néolibéral est un projet très autoritaire pour l'ensemble de l'Europe. Ce n'est pas seulement un gouvernement qui résiste.

L'Espagne a un gouvernement de gauche ; il y a eu pourtant une grève générale contre la politique économique et celle de l'emploi et les syndicats sont loin d'être des extrémistes. Les gouvernements se sentent forts et ils se soutiennent mutuellement. Il est très difficile de les contraindre à changer leurs politiques. Il faut davantage de mobilisations européennes, davantage de mobilisations comme celle du 29 septembre, mais je pense que nous avons besoin d'une stratégie européenne concernant le travail et pour transformer l'actuel modèle économique et productif.

En second lieu, je suis d'accord avec Jean-Michel : il n'y a pas de gauche en Europe. L'Italie n'a pas de parti de gauche, la vieille gauche radicale est divisée et n'est plus représentée au Parlement (ni européen ni national). Elle paie le prix de ses nombreuses erreurs, et ces dernières n'ont pas encore été vraiment comprises ; bien au contraire, j'ai l'impression qu'elles se reproduisent dans d'autres pays européens... Comme pour le PD, parti de centre gauche : nos attentes sont modestes, mais il y a une demande à son égard pour qu'il représente les intérêts des travailleurs, qu'il protège leurs droits et fasse avancer la démocratie.

En Italie, comme dans d'autres pays, il existe un grave problème de démocratie et les gens s'éloignent de plus en plus de la politique. Ainsi, les gouvernements, notamment en Italie, peuvent promouvoir des lois régressives concernant la liberté de la presse, le système juridique, les droits civils, sans forte opposition politique. On demande également à la gauche politique et au centre gauche de soutenir notre lutte pour la démocratie sur les lieux de travail. Les travailleurs doivent avoir le droit de voter sur ce qui les concerne et de décider quand les syndicats ont des positions différentes.

Willy van Ooyen: Il y a des débats différents selon les pays sur l'âge du départ à la retraite. Mais tous ces débats se passent au niveau national. Certains débattent de l'âge de la retraite à 62, d'autres à 65 et d'autres encore à 67 ans.

La situation est difficile pour les gouvernements. Ils ne veulent pas changer le moindre élément dans leurs propositions. Cela me fait penser à 1984 et aux discussions avec Kohl sur les euromissiles. Il disait : nous gouvernons pendant qu'ils manifestent. Aujourd'hui, il se passe quelque chose d'analogue dans toute l'Europe.

Nous avons besoin de régulations sur le plan social, il n'y a pas de place pour le moindre changement à leurs propositions. Nos partis de gauche sont trop « parlementaristes », ils ne sont pas présents dans les mouvements.

Christian Pilichowski : J'attends une dimension politique dans tout combat. Il faut avancer et nous devons nous pencher sur le sens du progrès et la signification du travail.

Aujourd'hui, nous vivons plus longtemps, et cette espérance de vie est le résultat de nos luttes passées, de nos systèmes d'éducation et de santé.

Et c'est précisément ce qui est remis en question aujourd'hui. Nous devons tirer les bénéfices de ces luttes, voilà ce qu'est le progrès. Mais aujourd'hui il y a des doutes sur le sens du progrès. Notre temps de loisirs est mis en doute. Puisque nous vivons mieux lorsque nous avons 60 ans, nous sommes censés travailler plus, alors que nous devrions avoir la possibilité de simplement vivre mieux et travailler moins. C'est un progrès et c'est la dimension politique de notre lutte.

Elisabeth Gauthier : Merci pour votre contribution.

Notes

1. Malgré une manifestation massive, les députés et les sénateurs ont rejeté la motion de censure visant à faire tomber l'exécutif de centre droit.
2. Au premier tour de ces élections 45 % des électeurs se sont abstenus. Le Pasok remporte 35 % des suffrages et perd 9 points par rapport à 2009. La droite remporte 32 %, le KKE 12 % (+ 4,5 %), Syriza 5 % (+ 0,5 %).
3. Ces deux journées ont encore montré une forte détermination. Après la promulgation de la loi par N. Sarkozy, le mouvement est à la recherche d'un nouveau souffle. Les syndicats ont annoncé une nouvelle journée d'action le 23 novembre.